



CHAPITRE 23

Loi assurant aux citoyens de Montréal la protection des services de police et d'incendie

[Sanctionnée le 7 octobre 1969]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

Retour
au travail.

1. Toute personne qui était membre du service de la police ou du service d'incendie de la Ville de Montréal le 6 octobre 1969 doit, à compter de 00.01 heure le 8 octobre 1969, retourner au travail et remplir les devoirs de sa fonction.

Reprise
des ser-
vices.

2. La Ville de Montréal doit, à compter du même moment, organiser la reprise de ses services normaux de policiers et de pompiers et réintégrer dans leurs fonctions toutes les personnes visées à l'article 1.

Respon-
sabilité
des asso-
ciations.

3. Toute association de salariés au sens du Code du travail représentant des personnes visées à l'article 1 ainsi que toute union, fédération ou confédération à laquelle une telle association adhère ou est affiliée, doit prendre les moyens appropriés pour amener les membres d'une telle association à se conformer à l'article 1.

Peine
pour in-
fraction.

4. Quiconque contrevient à l'article 1, commet une infraction et est passible d'une amende de \$25 à \$100 pour chaque jour ou partie de jour pendant lequel dure l'infraction, avec ou sans emprisonnement pour une durée d'au plus un mois.

CHAPTER 23

An Act to ensure the protection of police and fire services to the citizens of Montreal

[Assented to 7th October 1969]

HER MAJESTY, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

Return
to work.

1. Every person who was a member of the Police Department or of the Fire Department of the City of Montreal on the 6th of October 1969 shall, from 0001 Hours on the 8th of October 1969, return to work and perform the duties of his position.

Resump-
tion of
services.

2. From such time, the City of Montreal shall arrange for the resumption of its normal police and fire services and shall reinstate in their positions all the persons contemplated in section 1.

Respon-
sibility
of associa-
tions.

3. Every association of employees within the meaning of the Labour Code representing the persons contemplated in section 1, and every union, federation or confederation to which any such association belongs or is affiliated shall take the appropriate steps to induce the members of such association to comply with section 1.

Penalty
for of-
fence.

4. Any person who infringes section 1 is guilty of an offence and liable to a fine of \$25 to \$100 for each day or part of a day during which the offence continues, with or without imprisonment for a period not exceeding one month.

Infraction
et peine:
employés,
etc.

5. Toute personne à l'emploi de la Ville de Montréal ou tout membre de son conseil qui participe à un acte posé contrairement à l'article 2 ou qui y consent ou acquiesce, commet une infraction et est passible d'une amende de \$5,000 à \$50,000 pour chaque jour ou partie de jour pendant lequel dure l'infraction, avec ou sans emprisonnement pour une durée d'au plus un an.

5. Every person in the employ of the City of Montreal and every member of its council who participates in any act done contrary to section 2 or who assents thereto or acquiesces therein is guilty of an offence and liable to a fine of \$5,000 to \$50,000 for each day or part of a day during which the offence continues, with or without imprisonment for a period not exceeding one year.

Offence
and penal-
ty: offi-
cers, etc.

Infraction
et peine:
associa-
tions, etc.

6. Toute association de salariés au sens du Code du travail représentant des personnes visées à l'article 1 ainsi que toute union, fédération ou confédération à laquelle une de ces associations adhère ou est affiliée, qui autorise, encourage ou incite une personne à contrevenir à l'article 1 ou qui contrevient à l'article 3, commet une infraction et est passible d'une amende de \$5,000 à \$50,000 pour chaque jour ou partie de jour pendant lequel cette personne contrevient à l'article 1 ou pendant lequel dure la contre-ven-tion à l'article 3.

6. Every association of employees within the meaning of the Labour Code representing persons contemplated in section 1, and every union, federation or confederation to which any of such associations belongs or is affiliated, which authorizes, encourages or incites a person to infringe section 1, or which infringes section 3, is guilty of an offence and liable to a fine of \$5,000 to \$50,000 for each day or part of a day during which such person infringes section 1 or during which the infringement of section 3 continues.

Offence
and penal-
ty: asso-
ciations,
etc.

Fonction-
naire, etc.
réputé
partie à
l'infraction,
etc.

Lorsqu'une de ces associations, unions, fédérations ou confédérations a commis une infraction prévue à l'alinéa précédent, chacun de ses fonctionnaires, administrateurs, employés, agents ou conseillers qui a participé à l'accomplissement de l'infraction ou qui y a consenti ou acquiescé, est réputé être partie à l'infraction et est passible de la peine prévue pour l'infraction, avec ou sans emprisonnement pour une durée d'au plus un an, que l'association, l'union, la fédération ou la confédération ait ou non été poursuivie ou déclarée coupable.

Where any of such associations, unions, federations or confederations has been guilty of an offence contemplated in the preceding paragraph, each of its officers, directors, employees, agents or advisers who participated in the commission of the offence, or who assented thereto or acquiesced therein, shall be deemed a party to the offence and shall be liable to the fine provided for the offence, with or without imprisonment for a period not exceeding one year, whether or not the association, union, federation or confederation has been prosecuted or convicted.

Officer,
etc.,
deemed
party to
offence,
etc.

Infraction
et peine:
fonction-
naires, etc.

7. Tout fonctionnaire, administrateur, employé, agent ou conseiller d'une association, union, fédération ou confédération visée à l'article 6, qui autorise, encourage ou incite une personne à contrevenir à l'article 1, commet une infraction et est passible d'une amende de \$5,000 à \$50,000 pour chaque jour ou partie de jour pendant lequel cette personne contrevient à l'article 1, avec ou sans emprisonnement pour une durée d'au plus un an.

7. Every officer, director, employee, agent or adviser of an association, union, federation or confederation contemplated in section 6 who authorizes, encourages or incites a person to infringe section 1 is guilty of an offence and liable to a fine of \$5,000 to \$50,000 for each day or part of a day during which such person infringes section 1, with or without imprisonment for a period not exceeding one year.

Offence
and
penalty:
officers,
etc.

Id., asso-
ciations,
etc.

L'association, l'union, la fédération ou la confédération visée à l'article 6, dont un fonctionnaire, administrateur, employé, agent ou conseiller commet une infraction

Any association, union, federation or confederation contemplated in section 6 whereof an officer, director, employee, agent or adviser is guilty of an offence

Id., asso-
ciations,
etc.

prévue à l'alinéa précédent, est partie à cette infraction et passible de l'amende prévue au même titre que cette personne.

contemplated in the preceding paragraph is a party to such offence and liable to the prescribed fine in the same manner as such person.

Poursuites.

8. Les poursuites prévues aux articles 4 à 7 ne peuvent être intentées que par le procureur général ou une personne qu'il autorise généralement ou spécialement par écrit à cette fin.

8. The proceedings contemplated in sections 4 to 7 may be instituted only by the Attorney-General or a person generally or specially authorized by him in writing for such purpose.

Proceedings.

Poursuites sommaires.

9. Les peines prévues aux articles 4 à 7 sont imposées sur poursuite sommaire et la deuxième partie de la Loi des poursuites sommaires s'applique.

9. The penalties provided in sections 4 to 7 shall be imposed upon summary proceeding and Part II of the Summary Convictions Act shall apply.

Summary proceedings.

Révocation d'accréditation.

10. Le commissaire-enquêteur en chef au sens du Code du travail doit, à la demande du procureur général, révoquer l'accréditation accordée à toute association visée à l'article 3 s'il est établi que moins de 70% des personnes à l'égard desquelles cette association est accréditée se sont conformées à l'article 1.

10. Upon the request of the Attorney-General, the chief investigation commissioner within the meaning of the Labour Code shall cancel the certification granted to any association contemplated in section 3 if it is established that less than 70% of the persons with respect to whom such association is certified have complied with section 1.

Cancellation of certification.

Effet de la révocation.

11. Lorsque l'accréditation d'une association est révoquée en vertu de l'article 10, cette association ne peut plus être accréditée dans les douze mois qui suivent cette révocation ni tant que les amendes imposées en vertu de la présente loi à cette association, à une union, fédération ou confédération à laquelle cette association adhère ou est affiliée ou à chacun de leurs fonctionnaires, administrateurs, employés, agents ou conseillers n'ont pas été entièrement payées; aucune autre association qui adhère ou est affiliée à une union, fédération ou confédération d'associations à laquelle adhérerait ou était affiliée l'association dont l'accréditation a été ainsi révoquée, ne peut, au cours de la même période, être ou demeurer accréditée pour représenter des employés qui étaient membres de l'association dont l'accréditation a été révoquée.

11. Where the certification of an association is cancelled under section 10, such association shall not thereafter be certified during the twelve months following such cancellation or as long as the fines imposed under this act upon such association, upon a union, federation or confederation to which such association belongs or is affiliated, or upon any of their officers, directors, employees, agents or advisers have not been fully paid; no other association that belongs to or is affiliated with a union, federation or confederation of associations to which the association whose certification has been so cancelled belonged or was affiliated shall, during the same period, be or remain certified to represent employees who were members of the association whose certification has been cancelled.

Effect of cancellation.

Idem.

12. Lorsque l'accréditation d'une association a été révoquée en vertu de la présente loi, les employés représentés par cette association cessent alors d'être régis par toute convention collective alors en vigueur; de plus toute sentence arbitrale rendue en vertu du Code du travail à

12. Where the certification of an association has been cancelled under this act, the employees represented by such association shall thereupon cease to be governed by any collective agreement then in force; moreover, any arbitration award rendered under the Labour Code

Idem.

l'égard des employés membres d'une association dont l'accréditation a été révoquée est sans effet.

with respect to employees who are members of an association whose certification has been cancelled shall be without effect.

Code du travail applicable.

13. Les dispositions de la présente loi n'ont pas pour effet de soustraire la Ville de Montréal ni ses employés à l'application du Code du travail.

13. The provisions of this act shall not have the effect of withdrawing the City of Montreal or its employees from the application of the Labour Code. Labour Code applicable.

Entrée en vigueur.

14. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

14. This act shall come into force on the day of its sanction. Coming into force